

Les partis politiques belges et le blocus étasunien contre Cuba

nonaublocus.be

janvier 2024

Dans le contexte des prochaines élections, nous interrogeons votre parti et les autres partis démocratiques sur leur position et leurs projets concernant Cuba et en particulier concernant le blocus des États-Unis contre Cuba.

En substance, nous demandons si votre parti est prêt à prendre les initiatives nécessaires pour que la position quasi unanime des Nations Unies du 2 novembre 2023 soit mise en pratique sans délai. Votre parti prendra-t-il les initiatives nécessaires au niveau belge et européen pour mettre fin au blocus de Cuba ?

Si vous avez des questions ou souhaitez nous contacter à ce sujet, nous serons heureux de vous aider.

Merci d'avance.

Introduction et contexte:

Les États-Unis bloquent le commerce et les paiements des entreprises et des citoyens à destination et en provenance de Cuba. Ce blocus dure depuis plus de 60 ans. Les entreprises et les citoyens européens en sont également victimes

Les 243 sanctions supplémentaires imposées par le président Trump et la pandémie du coronavirus ont plongé le pays dans une profonde crise économique. Le peuple cubain en est la première victime. Début 2021, une semaine avant la fin de son mandat, le président Trump a inscrit Cuba sur la liste unilatérale des pays soutenant le terrorisme. Cependant, Cuba n'est pas associée au terrorisme. A l'inverse, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté à nouveau et à la quasi-unanimité le 2 novembre 2023 la levée du blocus des États-Unis contre Cuba. À quelques exceptions près, la politique du président Biden reste inchangée.

Les conséquences de ces mesures sont particulièrement lourdes. La mesure de mettre Cuba sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, a conduit à un isolement encore plus grand de Cuba dans le trafic financier international : selon le gouvernement cubain, 130 banques étrangères, dont 75 européennes, ont suspendu les relations avec des banques cubaines.

Les banques belges refusent aussi les virements vers Cuba et même les virements intra-européens **qui font** référence à « Cuba ». Toutefois, dans la circulaire [« Attentes prudentielles par rapport au phénomène de de-risking »](#) du 10 février 2022, la Banque nationale de Belgique a exhorté les banques à ne pas refuser des transactions pour des motifs ne présentant pas de risque réel de BC/FT (blanchiment d'argent et financement de terrorisme) ou qui font une mauvaise évaluation de ce risque. Cette directive a été émise après que l'Agence bancaire européenne (ABE) avait constaté, dans son [rapport de janvier 2022 sur la réduction des risques](#), que les banques européennes allaient clairement trop loin en refusant les paiements à destination et en provenance de Cuba.

La Belgique et l'UE condamnent formellement le blocus étasunien contre Cuba, en partie parce qu'il empêche les entreprises européennes de développer des relations économiques avec Cuba et parce qu'il restreint les citoyens européens. Immédiatement après l'adoption de la loi Helms Burton sur le blocus en 1996, l'UE a répondu avec la [Loi de Blocage](#) et a poursuivi les États-Unis devant l'OMS pour entrave au libre-marché. Le but de cette loi de blocage est de protéger les citoyens et entreprises européens contre l'effet extraterritorial des lois des États-Unis. Mais depuis lors, les pratiques européennes, telles que la loi de blocage et les initiatives politiques et diplomatiques, n'ont pas

réussi à convaincre les États-Unis de lever le blocus ou d'en neutraliser les conséquences pour l'Europe.

Dans la pratique, les États-Unis restreignent le libre-échange pour les entreprises et les citoyens européens, allant à l'encontre des principes de libre-échange et de libre paiement.

En raison des conséquences pour l'Europe et pour les citoyens et les entreprises cubaines, cette situation doit changer rapidement, comme l'a décidé presque unanimement l'Assemblée Générale de l'ONU.

Nous demandons donc à votre parti de clarifier cette question :

Votre parti est-il d'accord avec les affirmations suivantes et prendra-t-il les initiatives nécessaires ?

	Souscrire	Prendre initiative
Concernant le blocus des États-Unis contre Cuba		
- La Belgique prendra à court terme les initiatives nécessaires au sein de l'UE pour transformer la loi de blocage en un instrument efficace qui protège réellement les acteurs de l'UE contre l'impact extraterritorial du blocus étasunien contre Cuba.		
- La Belgique transmettra sans délai au gouvernement des États-Unis son opposition aux conséquences extraterritoriales du blocus contre Cuba.		
- La Belgique proposera au sein de l'UE de porter plainte auprès de l'OMS contre les États-Unis pour entrave au libre-marché.		
Concernant le statut de « pays qui soutient le terrorisme ».		
- À court terme, la Belgique exhortera les États-Unis à retirer immédiatement Cuba de cette liste de pays soutenant le terrorisme. La Belgique prendra les initiatives nécessaires au sein de l'UE et exhortera les États-Unis à retirer immédiatement Cuba de la liste.		
Concernant les banques		
- Le ministre responsable et la Banque nationale de Belgique doivent exercer sans délai un contrôle plus strict sur les banques, et où nécessaire prendre des mesures pour que les paiements à destination ou en provenance de Cuba, ou faisant référence à Cuba, ne soient plus inutilement bloqués.		
- La Banque Nationale de Belgique doit informer minimum semestriellement le ministre de tutelle des plaintes déposées pour refus illicite de paiement et des mesures prises en réponse, de leur efficacité et de toute mesure supplémentaire.		
- Le ministre de tutelle présente semestriellement à la Commission des Finances un rapport sur le contrôle effectué par la Banque nationale de Belgique sur le respect de la circulaire 'Attentes prudentielles en matière de de-risking' et sur les mesures prises pour parvenir à un ajustement adéquat, ainsi que sur l'efficacité de ces mesures.		

Nous vous remercions par avance de nous éclairer à ce sujet.

Pour plus d'informations

Coordination pour la Levée du Blocus contre Cuba

Anne Delstanche

Wim Leysens

coordinationblocus@gmx.com

ou

Coordinatie.blokkade@gmail.com



De Belgische politieke partijen en de blokkade van de VS tegen Cuba

stopdeblokkade.be

januari 2024

In het kader van de komende verkiezingen vragen wij uw partij en de andere democratische partijen naar hun standpunt en plannen m.b.t. Cuba en in het bijzonder m.b.t. de blokkade van Cuba. In essentie vragen wij of uw partij bereid is om de nodige initiatieven te nemen opdat het quasi-unaniem standpunt van de Verenigde Naties van twee november 2023, zonder uitstel in praktijk omgezet zou worden. Zal uw partij op Belgisch en Europees niveau de nodige initiatieven nemen om een einde te maken aan de blokkade van Cuba.

Heeft u vragen, of wenst u hierover in contact te treden, dan staan wij graag ter beschikking.

Alvast dank.

Inleiding en situering:

De Verenigde Staten blokkeren de handel en de betalingen van bedrijven en burgers naar en van Cuba. Deze blokkade duurt al meer dan 60 jaar. Ook Europese bedrijven en burgers zijn hier het slachtoffer van.

De 243 extra sancties onder president Trump en de corona-pandemie hebben het land in een diepe economische crisis gestort. De Cubaanse bevolking is hiervan het eerste slachtoffer.

Een week voor het einde van zijn ambtstermijn begin 2021, plaatste president Trump Cuba op de unilaterale lijst van landen die het terrorisme steunen. Nochtans wordt Cuba niet met terrorisme geassocieerd. Omgekeerd, de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties stemde op twee november 2023 opnieuw en quasi-unaniem voor de opheffing van de blokkade van Cuba door de Verenigde Naties¹. Het beleid onder president Biden blijft op een uitzondering na ongewijzigd.

De gevolgen van deze maatregelen zijn bijzonder vergaand. Doordat Cuba op de lijst staat van landen die het terrorisme steunen, kwamen het land en zijn bevolking in een zeer groot isolement. De grootste gevolgen zijn te voelen in het financieel verkeer: 130 buitenlandse banken, waarvan 75 uit Europa hebben hun relaties met Cubaanse banken verbroken.

Ook de Belgische banken weigeren overschrijvingen naar Cuba. Zelfs overschrijvingen binnen Europa met een verwijzing naar 'Cuba' zijn bijna niet mogelijk. Nochtans heeft de Nationale Bank van België in de recente circulaire "[Prudentiële verwachtingen ten aanzien van "de-risking"](#)" van tien februari 2022 de Belgische banken aangemaand om geen transacties te weigeren op basis van motieven die geen werkelijk WG/FT-risico inhouden (witwassen en steun aan terrorisme), of die een onjuiste inschatting van dit risico maken. Deze richtlijn kwam er omdat de [European Banking Association](#) vaststelde dat Belgische en Europese banken duidelijk te ver gingen m.b.t. het weigeren van betalingen van en naar Cuba.

Formeel hebben België en de EU de VS-blokkade tegen Cuba veroordeeld, onder meer omdat deze de eigen Europese bedrijven belemmert om economische relaties met Cuba uit te bouwen en omdat ze de Europese burgers beperkt. Onmiddellijk na de goedkeuring van de blokkadewet Helms Burton in 1996, reageerde de EU trouwens al met het [Blocking Statute](#) en daagde de EU de VS voor de WHO wegens belemmering van de vrije handel. Dit Blocking Statute heeft tot doel Europese inzitten te beschermen tegen de extra-territoriale werking van de wetten van de Verenigde Staten. Maar sindsdien schieten de Europese praktijken, zoals het Blocking Statute en de politieke initiatieven en

¹ 187 landen stemden voor de opheffing van de blokkade, enkel 2 landen stemden tegen, de Verenigde Staten en Israël.

diplomatie tekort om de VS te bewegen de blokkade op te heffen, of om de gevolgen voor Europa te neutraliseren.

In de praktijk beperken de Verenigde Staten de vrije handel voor Europese bedrijven en burgers, en gaan ze in tegen de principes van de vrije handel en het vrij betalingsverkeer.

Omwille van de geschetste gevolgen voor Europa en voor de Cubaanse burgers en bedrijven, dient hier snel verandering in te komen, zoals trouwens quasi unaniem bepaald door de Algemene Vergadering van de VN.

Daarom vragen wij aan uw partij om in deze zaak duidelijkheid te brengen:

**Is uw partij akkoord met de volgende stellingen?
Zal uw partij hiertoe de nodige initiatieven nemen?**

	Akkoord	Neemt initiatief
1. Mbt de VS-blokkade tegen Cuba		
- België zal binnen de EU op korte termijn de nodige initiatieven nemen om het Blocking Statute om te vormen tot een efficiënt instrument dat EU-actoren daadwerkelijk beschermt tegen de extraterritoriale impact van de VS-blokkade tegen Cuba.		
- België zal zonder uitstel zijn verzet tegen de extraterritoriale gevolgen van de blokkade tegen Cuba overmaken aan de regering van de VS.		
- België zal binnen de EU het voorstel doen om een klacht bij de WHO tegen de VS in te dienen wegens het belemmeren van de vrije handel.		
2. Mbt de status van "land dat het terrorisme steunt".		
België zal op korte termijn bij de VS aandringen om Cuba onmiddellijk te schrappen van deze lijst van landen die het terrorisme steunen. België zal binnen de EU de nodige initiatieven nemen om hiertoe gezamenlijk aan te dringen bij de VS.		
3. Mbt de banken		
- De toezichthoudende minister en de Nationale Bank van België moeten zonder uitstel striktere controle op de banken uitoefenen, en waar nodig maatregelen treffen, zodat niet langer onnodig betalingen naar of van Cuba, of met een verwijzing naar Cuba worden geblokkeerd.		
- De Nationale Bank van België moet de toezichthoudende minister minstens halfjaarlijks informeren over de ingediende klachten over onrechtmatig geweigerde betalingen en de daarop genomen maatregelen en over hun effectiviteit en eventuele aanvullende maatregelen.		
- De toezichthoudende minister brengt halfjaarlijks een verslag uit in de Commissie Financiën over de door de Nationale Bank van België gevoerde controle op de naleving van de circulaire 'Prudentiële verwachtingen ten aanzien van "de-risking"' en over de maatregelen die getroffen werden om tot een adequate bijsturing te komen, alsook over de effectiviteit van deze maatregelen.		

Wij danken u alvast om in deze duidelijkheid te brengen.
Voor verdere informatie...

Wim Leysens
Coordinatie.blokkade@gmail.com

of Anne Delstanche
coordinationblocus@gmc.com